



..... SNCF Paris Saint-Lazare

9 octobre 2024

Face à l'escalade guerrière de l'État d'Israël et la complicité des grandes puissances, exprimons notre colère !

Après Gaza et la Cisjordanie, Netanyahou a étendu sa guerre au Liban depuis le 21 septembre. Après les bombardements intensifs du sud du pays, qui ont notamment causé la mort du chef historique du Hezbollah, Hassan Nasrallah, et de l'essentiel de son commandement militaire, des troupes sont entrées sur le sol libanais. Le massacre de 1 200 civils et militaires israéliens le 7 octobre 2023 par le Hamas a donné au gouvernement d'extrême droite israélien la justification qu'il attendait pour se lancer dans une guerre sans fin, avec la complicité des dirigeants les plus riches de la planète, qui se moquent bien des victimes, qu'elles soient palestiniennes, ou israéliennes d'ailleurs !

Un an de massacres de civils

Les bombardements au Liban ont déjà fait plus de 2 000 morts et des milliers de blessés. Des dizaines de milliers de personnes ont dû fuir leur logement, alors que ce pays compte déjà un million de réfugiés. Pour l'État d'Israël, le fracas des bombes sur ce pays permet aussi de détourner l'attention du génocide qui se poursuit à Gaza. Depuis un an, l'opération d'anéantissement dans la bande de Gaza a fait plus de 41 000 morts, plus de 10 000 disparus sous les décombres et près de 100 000 blessés. La quasi-totalité des infrastructures de santé et des écoles a été pulvérisée. Les survivants affrontent la famine, l'absence d'eau potable et les épidémies. En Cisjordanie, les colons et l'armée ont tué près de 700 personnes et font régner la terreur parmi les Palestiniens.

L'hypocrisie des grandes puissances

Netanyahou présente la guerre contre le Liban comme une question de survie pour Israël. Mais face à l'État israélien, armé à flux tendu par les principaux pays impérialistes, soutenu par la présence de porte-avions américains et français, l'Iran et le Hezbollah n'ont pas intérêt à chercher la guerre et un embrasement de toute la région. Biden clame qu'il travaille à une désescalade au Liban, mais continue à livrer des tonnes d'armes à Netanyahou. Quant à Macron, il dit désormais qu'il ne faut plus livrer d'armes à Israël, tout en prétendant que la France n'en a jamais vendu. Mensonge ! Bien des fleurons de l'industrie d'armement française (Thales, Safran, MDBA, Airbus...) ont noué des partenariats avec leurs homologues israéliens et développent conjointement leurs activités au grand profit des capitalistes français de l'armement.

Pas en notre nom !

Pour les dirigeants du monde capitaliste, la priorité est de continuer à s'appuyer sur l'État d'Israël pour défendre leurs intérêts dans la région. Peu leur importe que les Palestiniens de Gaza se fassent massacrer et que, maintenant, les Libanais soient atteints par la guerre, tant que leur ordre impérialiste est assuré. Il n'y a rien à attendre de leurs promesses de cessez-le-feu. Quant au peuple israélien, il fait lui aussi les frais de cette politique : l'avenir que le gouvernement israélien lui prépare est celui d'une guerre sans fin et pour l'instant, les manifestations qui ont lieu pour dénoncer le mépris de la vie des otages encore détenus à Gaza, n'ont pas suffi à faire vaciller cette escalade guerrière.

Nous aussi, nous devons affirmer notre opposition à ces massacres. Ils ne doivent pas se faire en notre nom. Le mouvement international de solidarité avec la Palestine, avec ses manifestations partout dans le monde, joue un rôle essentiel : il permet non seulement de briser le sentiment d'isolement des Palestiniens, mais aussi de saper l'un des piliers de la puissance de l'État israélien, à savoir le soutien occidental. Plus que jamais exprimons partout, sur nos lieux de travail, nos lieux d'étude et dans la rue notre solidarité avec le peuple palestinien et notre opposition à l'invasion du Liban.

.....
Ce bulletin t'a plu ? Fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

2 salles, 2 ambiances

Les directions ont dans leurs habitudes de réunir régulièrement tous les chefs, du plus petit au plus haut gradé, pour des réunions managériales où l'on discute des grandes lignes de l'entreprise. Souvent inutiles et pesantes pour nous, les agents, ces réunions deviennent carrément insupportables lorsqu'elles se déroulent dans des salles privées hors de prix. Tout ça, alors que la direction nous impose chaque jour une politique d'austérité au nom de leur soi-disante "performance économique"!

Les pains au chocolat n'y suffiront pas

À la conduite, pour préparer la prochaine ouverture à la concurrence, la direction nous "convie" sans cesse à des forums pour nous expliquer comment tout va bien se passer... Elle ne lésine pas sur les viennoiseries opportunément apparues pour l'occasion. Raté, on ne mange pas de ce pain là : sur les photos officielles des forums, difficile de trouver la trace d'un conducteur !

Les petits-déj'... pour nos découchés !

Que la direction s'occupe plutôt de nous fournir ces petits-déjeuners quand on est en découché... car au foyer de Marly, le petit-déjeuner n'est en effet maintenant plus garanti selon la chambre réservée... Conduire le ventre vide, très peu pour nous !

Déménager n'y change rien

La direction a annoncé aux équipes de commerciaux EOLE de Mantes La Jolie qu'elles changeront au 1er novembre d'établissement de rattachement, 2 ans seulement après le dernier changement. Des agents ballottés dans tous les sens, mais toujours rien de la part de la direction sur les problèmes de conditions de travail soulevés depuis plusieurs mois dans ces équipes, notamment en termes de management agressif. On se fout de qui ?

La direction traque les militants syndicaux

Ce lundi, plusieurs centaines de cheminots se réunissaient devant le siège SNCF pour soutenir deux collègues, élus CSE, à qui la boîte veut faire payer leur engagement militant. Le secrétaire CGT du CSE central Réseau a reçu 12 jours de mise à pied, tandis qu'un élu Sud-Rail au CSE Nord-Est-Normandie en a reçu 5. La direction leur reproche notamment « l'instauration d'un climat de tension excessif. » Quand les patrons vont contre nos intérêts, on doit se défendre : ça n'a rien d'un crime. Abandon des charges contre nos collègues !

François Durovray, ministre anti-train ?

Pour désinvestir le ferroviaire et nous préparer à une nouvelle coupe budgétaire, le ministre des transports a qu'il préférerait les cars comme « alternative au train ». Remplacer les trains par des cars, remplacer le fret par des camions... L'écologie selon la Macronie.

Proximà estacion, la concurrence à grande vitesse

La semaine dernière, Proxima, une boîte montée il y a quelques mois, a annoncé avoir levé un milliard d'euros pour commander 12 rames de TGV-M à Alstom, pour exploiter la LGV Atlantique à partir de 2028. Le même créneau que compte occuper, la compagnie Le Train, qui se lancera sur des Nantes-Bordeaux et Rennes-Bordeaux à grande vitesse en 2026. La SNCF, pas en reste, a annoncé augmenter son offre annuelle de 4 millions de "places par an d'ici 2026 sur la façade Atlantique. La direction, qui ferme les petites lignes et diminue les moyens alloués à tous les étages, a décidé les moyens de faire rouler plus de trains, quand il s'agit de garder ses parts de marché.

Barnier : une déclaration de guerre au monde du travail

Dans son discours de politique générale devant l'Assemblée, Barnier a insisté sur la « dette colossale » qu'il prétend vouloir réduire - mais bien sûr sans préciser qu'elle est due en grande partie aux centaines de milliards versés chaque année au patronat. Avant d'annoncer la couleur : couper massivement dans les budgets des services publics et en réduire le personnel, au nom de la lutte contre « l'illusion du tout gratuit » et de la « chasse aux fraudes ». Une nouvelle dégradation de grande ampleur est donc programmée dans les domaines de l'éducation, de la santé, des transports et de la protection sociale. Les collectivités territoriales sont particulièrement visées. La réforme des retraites ne sera pas annulée, tout au plus « aménagée ». Le gouvernement a même osé la provocation de proposer le report de six mois de l'augmentation légale des pensions de retraite. Quant à l'effort qui sera, paraît-il, prescrit aux plus riches et aux grandes entreprises, il reste dans le flou. Tout porte à croire que cet « effort », s'il est bien demandé, ne sera que symbolique. Mais Barnier, secondé par son ministre de l'Intérieur, Retailleau, n'a pas manqué de proclamer le renforcement du « contrôle de l'immigration » cher à l'extrême droite : haro sur les migrants et les travailleurs immigrés. Le gouvernement présente son programme anti-ouvrier au service du patronat, à nous, travailleuses et travailleurs, d'élaborer notre plan de lutte pour défendre nos acquis et gagner nos revendications.

Vendredi 18/10 à 19h, réunion publique :

Etat d'Israël assassin, Etats impérialistes complices, après un an de génocide à Gaza que faire face à l'escalade guerrière du gouvernement Netanyahu ?

Le NPA-R organise une réunion publique à propos de la situation au Moyen-Orient, et aux perspectives dont nous pouvons nous saisir pour agir dans cette situation. Rendez-vous vendredi 18 octobre à 19h à l'AGECA, 177 rue de Charonne, métro Alexandre Dumas ou Charonne.

.....
Ce bulletin t'a plu ? Fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :